

Comite de direction – Observatoire de la reconstruction (RO) post-Mathieu
Termes de référence (TdR)
Ebauche du 6 décembre 2017

Le Comite de direction de l'Observatoire de la reconstruction (RO) sera l'instance gouvernante de l'initiative et fournira le leadership stratégique ainsi que le suivi de la mise en œuvre. Ce Comite tient son autorité déléguée des partenaires du projet, et ses partenaires prennent leurs décisions en accord avec les objectifs, l'approche et la portée du projet tel que décrit dans le Protocole d'Entente entre le Centre national d'information géospatiale et le Centre national d'études spatiales.

Le Comite de direction est composée des champions haïtiens du RO (CNIGS, CIAT et ONEV), de la Banque mondiale/GFDRR et du PNUD (représentation des bureaux Haïti ainsi que des sièges), et de trois agences spatiales (ASI, CNES, CSA). Le quorum du Comite est de 3 membres, représentant au minimum les champions haïtiens du projet, les agences spatiales et les organisations internationales.

Le Comite se réunit par téléconférence aux trois mois à la demande de ses présidents, et en personne une fois par an.

Le Comite assure la bonne gestion des travaux du RO en fixant et en modifiant au besoin les objectifs du RO, et sélectionnant les priorités d'intervention, en sollicitant la participation de partenaires nouveaux le cas échéant, et en s'assurant de l'intégration des utilisateurs dans le développement du RO et son fonctionnement; plus spécifiquement, le Comite prononce des recommandations auprès des partenaires de la mise en œuvre, qui assurent directement la gestion quotidienne du projet.

Les membres du Comite sont volontaires. La participation au Comite n'est pas rémunérée, et n'exige pas non plus une contribution financière de la part de ses membres.

Le Comite se prononce par consensus.

Le Comite élit ses propres co-présidents, qui assurent avec le Secrétaire le bon fonctionnement du Comite.

Le Secrétaire du Comite est désigné par les co-présidents.

Adopté par le Comite de direction du RO post-Mathieu lors de sa deuxième réunion, à Port-au-Prince, le 8 décembre 2017.